

www.e-rara.ch

L' Amiral de Coligny et les guerres de religion au XVIe siècle

Buet, Charles

Paris, 1884

ETH-Bibliothek Zürich

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-106455>

Chapitre VII.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [\[Link\]](#)

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [\[Link\]](#)

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [\[Link\]](#)

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [\[Link\]](#)

CHAPITRE VII

Voyage de la cour dans les provinces. — Edit de Roussillon. — Les édits et les parlements. — Entrevue de Bayonne. — Ordonnance de Moulins. — Projets de Coligny contre l'Espagne. — Seconde guerre civile. — Condé à Paris. — Bataille de Saint-Denys. — Mort du connétable. — Traité de Longjumeau. — La paix *boiteuse et malassise*. — Proposition du duc de Savoie. — Négociations des chefs protestants avec les Anglais et les Allemands. — Bataille de Jarnac. — Mort de Condé. — Les calvinistes en Béarn. — Les Michelades. — Bataille de Montcontour. — Paix de Saint-Germain. — Mariage du roi. — Le chancelier de l'Hôpital.

Suivant l'usage de ses prédécesseurs, après leur avènement, Charles IX, aussitôt que la promulgation de l'édit d'Amboise eut produit une apparence d'apaisement des partis, avait entrepris un voyage dans les différentes provinces de son royaume. La reine mère pensait avec raison que la présence du roi, de tous les jeunes princes qui l'accompagnaient, le duc d'Anjou, le roi de Navarre, Henri de Guise, tous à peu près de son âge, que l'éclat de cette cour aimable et joyeuse, disposerait les esprits à l'oubli des ressentiments.

La cour s'arrêta d'abord deux mois à Fontainebleau, puis elle visita Sens, Troyes, Bar-Je-Duc, la Lorraine. Catherine profita du voisinage de l'Allemagne pour négocier avec les princes de ce pays, dont elle voulait

acheter à l'avenir le concours, ou tout au moins la neutralité.

On se rendit ensuite en Bourgogne, à Dijon, à Lyon, puis, au mois de juillet, le roi s'établit au château de Roussillon en Dauphiné, où son séjour fut marqué par la publication d'un nouvel édit. En effet, les parlements n'avaient enregistré l'édit d'Ambroise qu'avec de grandes difficultés. Il avait fallu forcer la main à ceux de Paris, d'Aix et de Toulouse; celui de Dijon fit des remontrances et n'enregistra qu'à la condition qu'il n'y aurait point de prêches dans toute l'étendue de la Bourgogne. Le roi avait dû, pour triompher de ces résistances, déclarer l'édit conditionnel et provisoire, comme les précédents (1).

L'édit de Roussillon soumit la liberté du culte à de fortes restrictions. Il fut interdit aux ministres de faire aucune assemblée autre que les prêches, de tenir des synodes, d'avoir des écoles, de lever de l'argent, en un mot, d'agir comme membres d'une Église constituée. On refusa même de reconnaître les mariages célébrés par des ministres protestants.

Le prince de Condé adressa aussitôt une protestation à la reine mère, et pour bien marquer le caractère de cette pièce, il la fit imprimer et répandre. La cour ne tint naturellement aucun compte de ces déclarations du prince; elle s'appuyait sur la nécessité de l'ordre public et ne pouvait sacrifier à une minorité turbulente les droits et les devoirs de conscience de l'immense majorité.

De Roussillon, Charles IX se rendit à Valence, à

(1) DARESTE : *Histoire de France*.

Montélimart, à Orange, à Avignon, à Aix et à Marseille. Au cours de ce voyage, il reçut la visite des ducs de Savoie et de Ferrare et d'un envoyé du Pape, le Florentin Antinori. Il s'achemina ensuite par Nîmes, Béziers et Narbonne, vers Carcassonne, où la cour passa l'hiver. Enfin, après un séjour à Bordeaux et à Mont-de-Marsan, la famille royale atteignit Bayonne, où elle arriva le 3 juin.

Catherine y eut une entrevue avec sa fille, la reine d'Espagne, amenée par le duc d'Albe, qui était chargé de remettre à Charles IX le collier de la Toison d'or et de l'engager, ainsi que sa mère, à prendre une attitude plus décidée dans les questions religieuses; le gouvernement espagnol, ayant à réprimer les rébellions des Flandres, eût désiré combiner son action avec celle de la France.

Catherine de Médicis défendit sa politique avec énergie; elle soutint qu'elle avait gagné du terrain, ce que le duc d'Albe contesta; elle se flatta d'avoir affaibli peu à peu le parti réformé, et soustrait les masses populaires à l'influence calviniste; elle prétendait enfin, comme le dit Pasquier, lui être plus nuisible par des édits pendant la paix, que par la force durant la guerre.

Le duc lui demanda d'expulser de France cette *mauvaise secte*. La reine répondit que son fils était obéi de ses sujets, refusa de laisser critiquer ses conseillers, et voulut restreindre tous les entretiens de cette entrevue à la négociation des mariages de ses enfants.

« Telle fut, dit Dareste, la célèbre entrevue de Bayonne, sur laquelle l'Europe entière eut un instant les yeux fixés. Une alliance étroite de la France et de l'Espagne eût pu porter au calvinisme un coup mortel. Les protestants, pleins d'une naturelle inquiétude,

attribuèrent au duc d'Albe des projets de massacre pareils à ceux qu'ils avaient imputés déjà en 1560 à François de Guise, et en 1563 à Montmorency. Ils virent, dans l'empressement de Catherine de Médicis à s'aboucher avec un représentant du gouvernement espagnol, une menace pour eux-mêmes; ils crurent la reine prête à écouter les conseils de rigueur et de violence. » Mille bruits coururent sur des entretiens dont les lettres du duc d'Albe à Philippe II ont seules révélé le secret, lettres qu'on peut lire dans le tome IX des papiers d'État de Granville.

Toutefois l'entrevue, beaucoup moins significative que ne le prétendit le bruit public, servit la politique espagnole. Albe avait fortifié de ses conseils les hommes qui voulaient des lois de rigueur; il leur avait présenté Philippe II comme le champion armé du catholicisme européen. Catherine elle-même, si attentive à suivre le progrès croissant des forces du parti catholique, ne put être plus insensible aux sollicitations du roi d'Espagne qu'elle ne l'avait été à celles du duc de Savoie ou de l'envoyé du pape. Tout en résistant pour sauvegarder sa fierté, elle céda peu à peu à la pression du dedans et à celle du dehors. Elle parut moins favorable aux réformés; elle commença aussi à s'éloigner des hommes du tiers parti (1).

Charles IX revint de Bayonne par Nérac, résidence de Jeanne d'Albret, et força la reine de Navarre d'y rétablir l'exercice du catholicisme. Il traversa ensuite Angoulême, Niort, Thouars, Angers, Tours et Blois, où

(1) DARESTE : *Histoire de France*. — Voir sur l'entrevue de Bayonne un remarquable article du comte de la Ferrière, publié par la *Revue des Questions historiques*. (Juillet, octobre 1883.)

il arriva au mois de novembre. Frappé de tous côtés du spectacle des églises dévastées et des ruines amoncelées par les huguenots, il en conçut contre eux, au rapport de Davila, une sorte d'aversion et de dégoût. En même temps, il continuait de recevoir partout les plaintes des protestants contre les violences des gouverneurs qui n'observaient pas les édits.

Après un repos de quelques semaines à Blois, la cour se rendit à Moulins, où l'on avait convoqué, pour le mois de janvier 1566, une assemblée composée des personnages les plus considérables du royaume et des présidents de tous les parlements de France. La reine avait deux buts; elle voulait réconcilier les grands et préparer un nouvel édit.

Elle réconcilia, en effet, comme nous l'avons dit, les Guise et les Châtillon.

L'ordonnance de Moulins, publiée malgré une violente altercation entre le cardinal de Lorraine et l'Hôpital, résumait en un corps de quatre-vingt-six articles les réformes que le chancelier apportait aux lois. Cette ordonnance de Moulins est demeurée la base de la législation française jusqu'à la révolution.

Après la double réconciliation de Moulins, la cour rentra à Paris. La paix intérieure n'existait pas; c'étaient chaque jour de nouvelles collisions.

Coligny et les autres chefs des réformés de France, mécontents des modifications apportées à l'édit d'Amboise et de l'attitude que semblait prendre Catherine de Médicis, inquiets du sort réservé à leurs coreligionnaires dans une contrée aussi voisine, et frappés de la force croissante d'agression des puissances catholiques depuis le concile de Trente, craignirent

que le calvinisme ne fût ruiné en Belgique, et que cette ruine n'entraînât son anéantissement en France. Ils voulurent soutenir à tout prix leurs frères des Pays-Bas; ils proposèrent à Charles IX de saisir l'occasion qui s'offrait d'aider les Pays-Bas à se séparer de la monarchie espagnole, et essayèrent de réveiller toutes les haines et les défiances nationales contre l'Espagne. La proposition, insidieuse à quelques égards, n'en avait pas moins un côté sérieux. Elle flattait les sentiments et les souvenirs populaires, les passions des hommes de guerre qui avaient combattu contre les troupes de Charles-Quint. Elle pouvait séduire les politiques, qui pensaient que la France devait chercher sur sa frontière un dédommagement aux pertes faites en Italie, et dans une guerre étrangère une diversion utile aux troubles intérieurs (1).

La France ne pouvait demeurer spectatrice indifférente d'événements aussi rapprochés que ceux des Pays-Bas, surtout quand les passions qui s'y agitaient fermentaient également dans son sein. Charles IX leva les gens de pied français, des lansquenets et six mille Suisses, pour se fortifier et se tenir prêt à tout hasard, mais il resta fidèle à l'alliance espagnole, offrit au duc d'Albe le passage de ses États, et refusa nettement l'offre que faisaient Condé et Coligny de mettre sur pied les gentilshommes de la religion. Quelques-uns de ces gentilshommes ayant couru à Genève, qui se crut menacé par le passage du duc d'Albe, le roi défendit à qui que ce fût, sous peine de perdre la vie et les biens, de prendre du service à l'étranger sans son commandement, et nommément d'aider les sujets

(1) M. C. DARESTE : *Histoire de France*, t. IV, l. XXIV.

rebelles du roi catholique dans les Pays-Bas, Catherine espérait, au moyen de ces mesures préventives, garantir la paix au dedans et au dehors. Elle se montre, dans une de ses lettres, frappée « du terrible train dans lequel étoient les choses de Flandre », et regarde comme « un grand heur de se voir délivrée de pareilles calamités et d'estre en repos ». Elle ajoute toutefois « qu'il se falloit mettre en peine de s'y conserver et d'y demeurer hors des maux qu'avoient les autres (1) ».

Coligny fit, à cette même époque, demander, par les princes allemands au roi de France la liberté absolue de culte et de conscience : le roi se borna à répondre que les princes allemands n'avaient pas plus à se mêler des affaires de son royaume qu'il ne se mêlait lui-même des affaires de leurs États. Coligny n'en fatiguait pas moins la cour de ses remontrances et de ses prétentions. Il parlait sans cesse d'armer la noblesse calviniste et de marcher contre le duc d'Albe. Charles IX finit par lui dire qu'après avoir été soufferts par les catholiques, les calvinistes demandaient maintenant à être leurs égaux, en attendant qu'ils fussent en force pour chasser les catholiques du royaume.

En effet, les principaux seigneurs de la religion tenaient des conciliabules à Valéry-en-Caux, chez le prince de Condé, et à Châtillon, chez Coligny. Ils se décidèrent à une agression et préparèrent une prise d'armes dans le plus grand secret. Les protestants résolurent d'enlever le roi, qui se trouvait à Monceaux, de s'emparer du cardinal de Lorraine et de lever une armée. Ils suivaient ainsi exactement le plan des calvi-

(1) RENÉ DE BOUILLÉ : *Histoire des ducs de Guise*.

nistes d'Ecosse qui venaient d'enlever Marie Stuart de cette manière (1). Avertie de ce projet au moment où les conspirateurs arrivaient déjà par toutes les routes à Châtillon, chez Coligny, Catherine de Médicis emmena Charles IX à Meaux, et forma une armée de quelques régiments, des Suisses et des gentilshommes de la maison du roi. Puis les princes lorrains firent brusquement décider la retraite sur Paris, et le 28 septembre 1567, le roi rentra dans sa capitale. La reine offrit une amnistie si les armes étaient déposées dans les vingt-quatre heures, mais tout effort de conciliation fut inutile, et le 10 novembre avait lieu la bataille de Saint-Denis, que Mgr le duc d'Aumale raconte avec éloquence dans son *Histoire des princes de Condé*.

On délibérait encore « le cul sur la selle » (D'Aubigné), lorsque, peu après le lever du jour, les coureurs vinrent avertir que l'armée royale débouchait du faubourg Saint-Denis : les chefs protestants n'eurent que le temps de se rendre en grande hâte à leurs postes. Laissant dans Saint-Denis sa petite troupe de piquiers, Condé déploya la « bataille » en avant de cette ville, entre Aubervilliers et Saint-Ouen, faisant en quelque

(1) On devait s'emparer du roi, le déclarer déchu du trône et mettre à sa place le prince de Condé. La duchesse de Ferrare, Renée de France, écrivait, en mars 1564, à Calvin une lettre confidentielle, qui prouve ces projets de révolution dynastique, dont Blaise de Montluc accusait les réformés gascons avant 1562; elle, y parle de ces prédicants sanguinaires qui criaient qu'il fallait « exterminer un pupille... jusqu'à exhorter les simples femmelettes à dire qu'elles voudraient, de leurs mains, tuer ou étrangler » ces ennemis de l'Evangile. Il y aurait même eu un monument de ces desseins révolutionnaires; c'est un écu d'or à l'écusson de France, à l'effigie du prince de Condé, avec cette légende : *Ludovicus XIII, Dei gratia Francorum rex primus christianus*. (LOUIS AUDIAT : *Bernard Palissy*.)

sorte une courtine vivante entre deux bastions. Comme il avait peu de monde et qu'il voulait remplir un espace très étendu (environ 3,500 mètres), il avait formé sa cavalerie « en haye » sur une seule ligne. Quelques « manches » d'arquebusiers couvraient ses flancs et se reliaient avec ceux qui tenaient les deux villages. L'amiral était adossé à Saint-Ouen, avec la cavalerie de l'avant-garde, ayant sa droite protégée par de petits bois et des jardins garnis d'infanterie. La cavalerie de l'arrière-garde, sous Vardes et Genlis, était devant Aubervilliers : le terrain ne leur offrant, de ce côté, aucun point d'appui, ils avaient occupé un moulin un peu en avant de leur gauche; un fossé avec épaulement, creusé entre ce moulin et le village, cachait une ligne d'arquebusiers.

Cet ordre de bataille fort simple correspondait si bien à la disposition des logements, que la petite armée était établie longtemps avant que les troupes royales, qui sortaient de Paris sur une seule colonne, eussent achevé leur déploiement.

Le connétable ne s'attendait pas à voir les protestants accepter la bataille dans cette plaine découverte, coupée par une simple chaussée pavée que ne bordait aucun fossé : il supposait qu'alarmés par la reconnaissance de la veille, ils se seraient resserrés dans leurs quartiers et chercheraient tout au plus à s'y maintenir. Son dessein était d'enlever simultanément les deux villages qui appuyaient la droite et la gauche des réformés, puis d'attaquer Saint-Denis par toutes ses forces. Quelques compagnies d'ordonnance et quelques « manches » d'arquebusiers, appuyées par le régiment parisien, avaient paru suffisantes pour déloger l'amiral de Saint-Ouen; cette aile gauche était commandée par les

ducs de Nemours et de Longueville, par Thoré et plusieurs autres. Aubervilliers, qu'on pensait devoir être mieux défendu, devait être foudroyé par l'artillerie, que soutiendraient à gauche les Suisses, et à droite les bandes françaises, ainsi que les gendarmes de Cossé et de Biron. Plus à droite, Damville et d'Aumale, avec leurs compagnies d'ordonnance, devaient tourner Aubervilliers et marcher immédiatement sur Saint-Denis. C'est aussi Saint-Denis qui devait servir de point de direction à un gros escadron que le connétable, accompagné de son fils aîné, conduisait en personne. Il comptait s'avancer entre les deux attaques, et rallier ensuite à lui les troupes victorieuses aux ailes.

Déjà la cavalerie catholique prenait position en avant de la Chapelle et de la Villette; les grands et beaux chevaux des gendarmes, les armures éclatantes, les habits et les bannières chargés de croix contrastaient singulièrement avec l'équipement modeste des réformés, leurs casques blancs toutes simples et leurs montures de chétive apparence. Déjà quatorze pièces, mises en batterie sur les hauteurs de la Villette, avaient ouvert leur feu contre Aubervilliers, lorsque Montmorency, surpris et comme irrité de l'attitude où il voyait l'ennemi, sans attendre l'inévitable effet de cette canonnade, sans attendre son infanterie, ni même toute sa cavalerie, donna l'ordre d'attaquer immédiatement.

Cossé et Biron s'avancent les premiers vers Aubervilliers, mais le fossé creusé devant ce village les arrête; Genlis choisit ce moment pour les charger, et les ramène en désordre, sans que leur artillerie, masquée par ce mouvement, puisse leur être d'aucun secours. Damville et d'Aumale, qui remplacent

les premiers escadrons, ne sont pas plus heureux.

Du côté de Saint-Ouen, les troupes de l'amiral avaient reçu avec le même succès l'attaque des catholiques. Coligny, en poursuivant les gendarmes repoussés, rencontre le régiment des Parisiens qui, « bien dorés comme calices » (d'Aubigné), cherchaient à prendre leurs rangs avec l'inexpérience de guerriers improvisés, sortis le matin de leurs maisons. Ce fut l'affaire d'un moment : les volontaires, qui ne s'attendaient pas à pareille fête, ne purent résister au choc des vieux soldats protestants; ils s'enfuirent en désordre et « s'en souvinrent longtemps ». (La Popelinière.)

Au centre, le connétable avait formé sa cavalerie sur deux lignes : la première était conduite par son fils aîné; il dirigeait la seconde et s'avancait dans cet ordre contre le prince de Condé; lorsque celui-ci, laissant un tiers de son monde pour faire tête à la première ligne des catholiques, la dépasse avec l'élite des siens, et, fondant à l'improviste sur le flanc gauche de la seconde ligne, la charge avec tant de furie qu'en un instant le gros escadron est rompu. Le cheval du connétable est renversé, l'Écossais Stuart lui crie de se rendre : mais pour toute réponse, Montmorency, « abandonné des siens et non de sa vertu », lui casse la mâchoire avec la pomme de son épée brisée; au même moment, le vieillard tombe mortellement blessé d'un coup de feu au travers du corps.

Les prévisions de Condé se réalisaient : le succès couronnait la valeur des protestants. « Si mon maître, s'écriait l'ambassadeur turc, qui assistait à cette terrible mêlée du haut de Montmartre, si mon maître avait seulement mille de ces casaques blanches pour

mettre en tête de chacune de ses armées, l'univers ne lui durerait pas deux ans. »

Mais une victoire complète eût tenu du prodige, et déjà la bataille changeait d'aspect. Genlis et Vardes, épuisés par trois engagements, ne pouvaient plus bouger devant Aubervilliers, et recevaient, immobiles, les décharges de l'artillerie qui avait rouvert son feu; les gendarmes catholiques se ralliaient autour des Suisses et des vieilles bandes qui venaient d'entrer en ligne, et préparaient une nouvelle et décisive attaque du village. D'autre part, l'amiral avait poussé trop loin la poursuite des Parisiens : pris en flanc par Chavigny, avec une cavalerie fraîche, il venait d'être complètement battu. Lui-même, entraîné par un cheval à bouche dure, avait été perdu de vue par les siens, si bien qu'on le crut prisonnier ou caché par quelque ami : pendant trois jours on fit des perquisitions pour le trouver dans Paris. Enfin, le maréchal de Montmorency avait rompu les compagnies protestantes qui lui étaient opposées, et faisait déjà face à l'escadron victorieux du prince.

Condé allait être écrasé, quand, sur toute la ligne de l'armée royale le bruit se répandit que le connétable était blessé et pris. A cette nouvelle, ses fils, Damville et Thoré, accourent à son secours, entraînant tous les gendarmes qui combattaient avec eux aux deux ailes. Aucun ordre n'était donné, personne avant l'action n'ayant été désigné pour servir de lieutenant à l'ombrageux connétable, et le duc de Guise n'étant plus là pour le remplacer et réparer ses fautes. Les débris de l'avant-garde protestante cessent d'être poursuivis et rejoignent la « bataille »; l'infanterie catholique, restée seule pour l'attaque d'Aubervilliers, ne peut empêcher

Genlis de se retirer presque intact du village. Toute la cavalerie des réformés se trouve ainsi réunie au centre ; et tandis que l'ennemi s'empresse à relever Montmorency, on parvient à dégager Condé, au moment où son cheval, percé d'un coup de lance, tombait mort sous lui. La chute du jour surprend l'armée royale au milieu d'une inexprimable confusion. A la faveur de la nuit et de ce désordre, les protestants se retirent au pas sur Saint-Denis.

Les catholiques restaient maîtres du champ de bataille : les protestants ne pouvaient se regarder comme vainqueurs ; mais, avec la disproportion des forces, le fait seul d'avoir accepté le combat honorait leur valeur, et il était glorieux de se retirer en ordre après avoir infligé à l'ennemi une série d'échecs partiels.

Sans doute, ils avaient été servis par les fautes de leurs adversaires et par la fortune qui frappa le connétable au moment le plus critique ; mais ils avaient su profiter des faveurs de la Providence, et là est souvent le secret du succès. Condé pouvait réclamer la première part dans l'honneur de la journée, et répéter avec orgueil le vieux dicton latin : *Audentes fortuna juvat*.

Un peu après minuit, le silence qui se fit dans la plaine apprit aux réformés que l'ennemi venait de rentrer dans Paris. Aussitôt ils remontent à cheval, et avant le jour ils avaient repris leurs quartiers de la veille. Le 11, au matin, Dandelot, qui était revenu de son expédition le soir de la bataille, parcourait la plaine avec cinq cents chevaux, insultait le corps de garde catholique à la Chapelle, et brûlait jusque contre les murs de Paris, sans que personne en sortît pour le repousser. Le connétable n'avait pas survécu à ses blessures ; sa mort, en laissant le commandement vacant et le champ

libre à toutes les intrigues, paralysait l'armée royale.

Aussi cette première démonstration faite, et le découragement de l'ennemi constaté, le prince ne voulut pas prolonger une situation inutilement périlleuse. Profitant de l'inaction forcée des catholiques, il s'éloigna de Paris, et se hâta de marcher au-devant des renforts que lui envoyait l'Allemagne (1).

Les vaincus se retirèrent en Poitou, où vint les rejoindre un corps nombreux d'Allemands, envoyé par l'électeur palatin. Ils mirent aussitôt le siège devant Chartres, pour affamer Paris qui tirait de la Beauce ses principaux approvisionnements. La résistance de la place et les excès commis par les réîtres firent désirer une seconde fois la paix.

En effet, un traité signé à *Longjumeau*, le 23 mars 1568, remit en vigueur l'édit d'Amboise, sans aucune restriction. Les huguenots levèrent le siège de Chartres, livrèrent au roi Soissons, Auxerre, Orléans, Blois et la Charité, et la reine acquitta leurs dettes. Les Châtillon, qui se méfiaient de la cour, ne déposèrent les armes qu'avec répugnance, et les jeunes gens qui entouraient Condé appelaient en riant cette paix la paix *boiteuse* ou *malassise*, par allusion au boiteux Gontaut de Biron et au maître des requêtes Malassise, qui l'avaient négociée. Mais ce jeu de mots ne tarda pas à devenir une triste réalité.

Catherine n'avait signé la paix de Longjumeau que pour désarmer et désunir les protestants. Le chancelier de l'Hôpital, devenu suspect par sa modération, fut

(1) S. A. R. MGR LE DUC D'AUMALE : *Histoire des Princes de Condé*.

disgracié, et les sceaux, donnés à Jean de Morvilliers.

Les deux partis posèrent donc les armes, mais avec une égale défiance l'un de l'autre, en songeant déjà aux moyens de les reprendre avec avantage. Une tentative de la cour, pour arrêter Coligny et Condé, ralluma pour la troisième fois la guerre civile. Les calvinistes, qui avaient conservé la Rochelle, en firent le chef-lieu du protestantisme. Ils y furent rejoints par Jeanne d'Albret, veuve du roi de Navarre, et par son fils, le prince de Béarn. Le duc de Deux-Ponts et le prince d'Orange leur avaient amené de nombreux secours de l'Allemagne. Elisabeth leur fit, à son tour, parvenir de l'or, des canons et des munitions de guerre. Ainsi soutenus par l'Allemagne, l'Angleterre et la Navarre, les huguenots envahirent l'Aunis, la Saintonge, l'Angoumois et le Poitou (1).

Dans le Midi, la guerre recommençait avec la plus effrayante férocité; les protestants, maîtres d'un grand nombre de villes, chassent partout des couvents et des églises les prêtres, les moines et les religieuses. Ils dépouillent les sanctuaires de leurs ornements, et quelquefois démolissent les édifices. A Nîmes, ils pillent l'évêché, égorgent soixante-douze catholiques qu'on entassa dans le puits de l'évêque.

De part et d'autre, dit M. de La Ferrière (2), on cherchait à augmenter ses forces; mais si, à prix d'argent, on s'arrachait les Allemands, c'est encore sur les propres ressources de la France que l'on comptait le

(1) L'ABBÉ MURY : *Histoire politique et religieuse de la France.*

(2) COMTE H. DE LA FERRIÈRE : *le Seizième siècle et les Valois*, d'après les documents inédits du *British Museum* et du *Record office.*

plus ; le duc de Savoie fit, à ce sujet, une proposition dont une copie est venue au *Record office*, et dont voici l'analyse :

Il y a en France quatre-vingt-seize évêchés et seize archevêchés ; il n'en veut prendre pour le moment que vingt et un : Paris, Meaux, Senlis, Beauvais, Amiens, Soissons, Noyon, Laon, Reims, Châlons, Langres, Troyes, Auxerre, Sens, Bourges, Orléans, Tours, Chartres, Evreux, Rouen, Lisieux.

On peut en tirer 42,000 hommes de pied combattants, sans toucher aux villes, ne prenant qu'un homme par village. François I^{er} en trouva plus de 4,000, rien que dans le diocèse de Paris, le plus petit de tous. Chaque village équipera, armera un homme et payera dix livres par mois pour la solde du dit homme qui n'aura plus à vivre sur le *bon homme*. Les maires et marguilliers des villages avanceront le paiement pour deux mois. Les villages, par ce moyen, seront quittes de nourrir les soldats qui passent. Le roi leur fera bailler des capitaines avec quelque nombre de vieux soldats pour les façonner (1).

Dans les premiers jours de janvier, les chefs protestants envoyèrent M. de Vezins en Allemagne, et, comme il devait passer par Londres, le prince de Condé écrivit à Elisabeth pour lui rendre compte des progrès de leurs armes : Coligny remettait aussi à Vezins une lettre pour Elisabeth (2), dans laquelle il s'exprimait en ces termes :

« Je n'ay voulu failir avecques ceste bonne occasion

(1) *Record office, State papers, France*, vol. XLVI. (Copie du temps.)

(2) *Ibid.*, vol. XLV. (Autographe.)

« à faire ce mot de lettre à Vostre Majesté *pour la*
« *supplier très humblement* de vouloir avecques sa puis-
« sance considerer l'estat calamiteux de ce temps et y
« apporter les remedes telz qu'il a pleu à Dieu luy
« donner et, pour ce qu'elle pourra estre informée de
« ce qui se présente par le sieur de Vezins, je ne
« l'ennuieray point d'une plus longue lettre, etc. »

Le même jour, Coligny, Condé et Henri de Navarre pressaient le duc des Deux-Ponts de hâter sa marche et de venir droit à la Loire. C'est le prince de Condé qui signait la lettre, mais l'intrigant Coligny, qui ne voulait se compromettre qu'à demi, signait aussi, sur l'express commandement, disait-il, de « Messeigneurs les Princes ».

« Monsieur mon cousin, nous vous avons prié par
« plusieurs lettres et despesches, écrivait Condé, vous
« en venir droict à la rivière de Loire pour favoriser
« nostre passage, et parce que nous sommes advertis
« que nos ennemis, *sous prétexte de quelque propos de*
« *paix*, taschent d'empescher ou retarder le secours
« qu'il vous plaist nous donner, nous avons bien voulu
« vous faire ceste recharge pour vous prier croire qu'il
« n'y a moyen d'acquerir seureté et repos que par une
« bonne avantageuse victoire, laquelle nos ennemis
« cognoissent bien ne pouvoir empescher, si Dieu nous
« fait la grace d'estre unis et joints ensemble; à ceste
« cause nous vous prions encores un coup vous ap-
« procher de la riviere de Loire, en tant de diligence,
« où ne faudrons vous aller trouver. »

De concert avec Condé et le roi de Navarre, Coligny écrivait encore au prince d'Orange.

« Nous avons entendu que on a commencé vous
« tenir propos de paix et d'aultan que nous savons

« au vray que c'est un moyen par lequel nos ennemis
 « veulent empescher ou retarder le secours qu'il vous
 « plaist nous donner, nous vous prions ne vous arrester
 « à ces beaux langages que le cardinal de Lorraine
 « et ses adherens font mettre en avant pour vous
 « tromper et circumvenir, et vous acheminer le plus
 « diligemment qu'il vous sera possible au passage de
 « la riviere de Loire, où estant nous aurons moyen
 « de nous joindre avec vous pour nous rendre maistre
 « de nos ennemis, et nous leur baillerons telle loy
 « que nous voudrons et que nous cognoissons estre
 « nécessaire pour vivre cy-après en seureté et repos
 « de conscience, vous priant croire qu'il n'y a aucun
 « moyen d'y pourvoir que par une bonne et avanta-
 « geuse victoire, et après ce que nous aurons reduit
 « nos ennemis à tel point et extremité qu'ilz puissent
 « toucher au doigt qu'il n'y a moyen de nous pouvoir
 « resister, ce qu'ilz sentiront et recognoistront tous
 « en brief et aussitost que nous nous serons joints
 « tous ensemble (1). »

La bataille que les princes protestants désiraient si ardemment eut lieu, en effet, mais le résultat n'en fut point aussi « avantageux » qu'ils s'en étaient flattés, et le prince de Condé, ce Bourbon qui continuait les trahisons du fameux connétable, son aïeul, y trouva une fin digne d'un prince rebelle.

Le duc d'Anjou, alors âgé à peine de dix-huit ans,

(1) *Record office, State papers, France*, vol. XLV. (Copie du temps.) Voy. lettre écrite par les princes de Navarre et de Condé aux gentilshommes qui servent dans l'armée du prince d'Orange; appendice de l'*Histoire des princes de Condé*, par le duc d'Aumale, t. II, p. 380.

avait voulu reprendre l'offensive dès la fin de l'hiver. Pour prévenir la jonction de Condé, de ses recrues du Quercy et des troupes allemandes, il occupa Château-neuf, sur la Charente; les protestants étaient maîtres de Cognac, de Jarnac et des ponts sur la rivière.

La bataille de Jarnac ne fut qu'un simple engagement de cavalerie. Le duc d'Anjou avait failli surprendre Coligny. Condé, averti, accourut au secours de celui-ci. « Il n'amenait, dit le duc d'Aumale, ni un fantassin, ni un canon. De toute la « bataille » il n'avait, avec lui, qu'une ou deux compagnies d'ordonnance et quelques seigneurs et gentilshommes qui l'accompagnaient, en tout trois cents chevaux. » Il n'a ni le temps d'attendre ses autres troupes, ni le loisir de se retirer : encore quelques minutes et il va être enveloppé de toutes parts. Aussi, à peine arrivé, il prescrit à Coligny de pousser au duc de Guise avec toute sa cavalerie. Pour lui, il va dégager sa droite et combattre la colonne profonde du duc d'Anjou. Il demande ses armes. Comme on lui présentait son casque, le cheval de La Rochefoucauld lui brisa d'une ruade un os de la jambe; déjà il s'était froissé un bras dans une chute. Domptant la douleur, il se retourne vers les gens d'armes, et montrant tantôt ses membres meurtris, tantôt la devise : « Doux le péril pour Christ et la patrie », que sa cornette faisait flotter au vent : « Voici, noblesse française, s'écrie-t-il, voici le moment désiré ! Souvenez-vous en quel état Louis de Bourbon entre au combat pour Christ et la patrie (1) ! Puis, baissant la tête, il donne avec ses trois cents chevaux aux huit cents lances de Monsieur. »

(1) D'AUBIGNÉ.

Une charge qu'il conduisait était irrésistible : tous les escadrons qu'il rencontre sont renversés, et le désordre fut tel un moment parmi les catholiques, que beaucoup d'entre eux crurent la journée perdue. Mais chaque succès affaiblit le héros de cette victoire éphémère : de nouvelles réserves lui sont opposées et déjà ses flancs sont découverts. L'amiral a complètement échoué dans son mouvement; sa cornette est prise, sa troupe rompue, lui-même est en fuite. D'autre part, Soubise, en voyant le prince s'engager, avait volé auprès de lui avec ses cavaliers : par là il avait dégarni la chaussée de l'étang. Montpensier la force, et, tandis qu'il débusque l'infanterie, les reîtres, qui l'ont suivi, prennent de revers l'escadron de Condé. Le prince a son cheval tué sous lui; au milieu du tumulte, empêché par ses blessures, il ne peut en remonter un autre. Malgré tout, ses vaillants compagnons ne l'abandonnent pas; les gentilshommes du Poitou se distinguent par leurs prouesses. Soubise et douze d'entre eux sont pris, couverts de blessures; plus de cinquante autres sont tués; un vieillard, nommé la Vergne, qui avait amené vingt-cinq fils ou neveux, reste sur la place avec quinze des siens, « tous en un monceau (1). » Demeuré presque seul, adossé à un arbre, un genou en terre, et privé de l'usage d'une jambe, Condé se défend encore; mais ses forces l'abandonnent lorsqu'il aperçoit deux gentilshommes catholiques auxquels il avait rendu service, Saint-Jean et d'Argence. Il les appelle, lève la visière de son casque, et leur tend ses gantelets. Les deux cavaliers mettent pied à terre et jurent de risquer leur vie pour sauver la sienne;

(1) D'AUBIGNÉ.

d'autres se joignent à eux et s'empresstent d'assister le glorieux captif.

Pendant la cavalerie royale continue la poursuite : les compagnies passent successivement auprès du groupe qui s'est formé autour de Condé. Bientôt celui-ci aperçoit les manteaux rouges des gardes de Monsieur. Il les montre du doigt ; d'Argence le comprend : « Cachez-vous la figure, lui crie-t-il. — Ah ! d'Argence, d'Argence, réplique le prince, tu ne me sauveras pas. » Puis, comme César, se couvrant le visage, il attendit la mort. Les gardes avaient passé outre, lorsque leur capitaine Montesquiou apprit le nom de ce prisonnier si entouré. « Tue ! tue ! Mordieux ! » s'écrie-t-il ; puis, retournant brusquement son cheval, il revient au galop, et d'un coup de pistolet tiré par derrière, il brise la tête du héros (1).

Le prince de Condé est un des types les plus intéressants de ce seizième siècle, où ils abondent. C'est une figure à peindre en pied. Dargaud se contente de l'esquisser.

« L'oncle de Henri et le frère d'Antoine de Bourbon, le prince de Condé, était le plus téméraire de tous les princes de son siècle. Sa valeur avait une fougue incomparable, une impétuosité irrésistible. Nul gentilhomme ne fut possédé autant que lui de la furie française. C'était un aventurier de croisades, ne respirant que la guerre dans ses habitudes farouches. Le prince de Condé est le héros le plus féodal des guerres

(1) S. A. R. MGR LE DUC D'AUMALE : *Histoire des princes de Condé*. — Singulier héros que ce prince rebelle ! Nous n'avons point voulu modifier le texte de Mgr le duc d'Aumale, mais nous réprouvons son enthousiasme pour Condé.

de religion; du reste, non moins de son temps que des temps primitifs, emporté dans le plaisir comme dans la gloire. Il lui arrivait quelquefois de poursuivre ses chasses et ses amours, soit au nord, soit au midi, et dans l'intervalle de trois ou quatre semaines on apprenait que, pour plaire aux dames ou pour s'en distraire, il avait tué, tantôt un sanglier dans la forêt des Ardennes, tantôt un ours dans les Pyrénées. Mais la plus violente passion de Condé était la guerre. Il fut le plus audacieux esprit et la plus prompte épée de sa race militaire. Même celui de ses descendants qu'on appela le grand Condé ne le vaut point, bien que plus habile général. L'aïeul est supérieur au petit-fils par la variété de ses aptitudes et de ses hardiesses. Soldat inspiré comme le vainqueur de Rocroy, quoique moins capitaine, il est de plus, chef de parti. »

Le duc d'Aumale ne juge pas autrement ce prince qui fut un de ses aïeux, et qui séduit même les esprits les plus rigides, par sa valeur, malgré les fautes de sa vie.

« Si l'on excepte quelques fanatiques et quelques ennemis personnels, Condé laissait des regrets dans tous les partis. Il était aimé de tous, aimé et admiré de beaucoup; son éloge se trouve sous la plume de Montluc, comme sous celle de la Noue. On louait sa grandeur d'âme, son humanité, sa courtoisie, sa nature aimable et généreuse, ses brillantes qualités de soldat et de général. Nul ne le surpassa en courage et en hardiesse, et s'il n'eut pas cette supériorité rare qui fait les grands capitaines, s'il fut souvent incertain dans ses projets ou aveuglé dans l'action par son ardeur, on ne saurait nier qu'il n'eût l'esprit judicieux et plein de ressources dans le conseil, et qu'il ne fût

souvent inspiré, toujours admirable d'audace et de persévérance sur le champ de bataille. Sa conduite après la bataille de Saint-Quentin et à celle de Dreux, la journée de Saint-Denis et toute la seconde guerre civile, le choix du théâtre de la troisième, quelques-uns des mouvements et des combats de cette dernière campagne, eussent suffi pour illustrer un homme de guerre : plus libre comme chef, plus maître de son armée, il eût sans doute obtenu des succès plus fréquents et plus complets.

« Il fut dissolu et scandaleux dans ses mœurs ; il agita sa patrie, dont il ouvrit les portes à l'étranger ; il combattit contre le roi, et il eut le malheur de quitter la religion de ses pères : voilà les ombres du tableau. Nous ne prétendons pas le justifier ; mais nous dirons que, dans ses vices et dans ses fautes, comme dans ses vertus ou ses belles actions, il fut beaucoup de son temps et de son pays. *Sans doute, il adopta la réforme sans conviction religieuse bien ferme ;* mais ce n'était pas seulement le dépit et l'ambition qui l'avaient poussé de ce côté. En combattant sous l'étendard des protestants, il ne vengeait pas seulement ses griefs personnels, il luttait aussi pour l'indépendance de la nation et de la couronne, pour l'hérédité du trône sérieusement menacée : il ouvrait la voie à Henri IV. Quelque jugement qu'on porte sur sa conduite, on ne peut qu'admirer sa constance dans les revers, le sentiment élevé, mais exempt de morgue, qu'en toute circonstance il eut de sa propre dignité, sa fermeté à soutenir une lutte disproportionnée « avec plus de courage que de forces (1) » ; sa fidélité envers des

(1) CASTELNAU.

amis qui le soupçonnaient toujours et qui l'entra-vaient souvent. Et puis, s'il était « excellent chef de guerre », il était aussi « amateur de paix ». Nul ne se montrait plus empressé à éteindre un feu qu'il n'avait jamais allumé seul : cette crédulité un peu naïve que les réformés lui reprochaient avec tant d'aigreur, attestait du moins son patriotisme. Condé aimait et honorait la France : ce fut le jugement de ses contemporains ; devant la postérité, c'est son excuse et sa gloire. »

Ce portrait serait incomplet, si nous nous abstenions de citer les chroniqueurs contemporains.

« En hardiesse, dit la Noue, aucun de son siècle ne le surmonta, ni en courtoisie. Il parloit fort disertement, plus de nature que d'art, estoit libéral et très affable à toutes personnes, et avec cela excellent chef de guerre, néanmoins amateur de paix. Il se portoit encore mieux en adversité qu'en prospérité... Tant de dignes personnages catholiques et huguenots que nos tempestes civiles ont emportés doivent estre regrettés, car ils honoroient nostre France et eussent aidé à l'accroistre, si la discorde n'eust excité la valeur des uns à détruire la valeur des autres. »

Montluc s'exprime en ces termes :

« Plusieurs pensent que sa mort a allongé nos guerres ; mais je crois que s'il eust vescu, nous eussions vu nos affaires en pire estat : car un prince du sang comme celuy-là, ayant desjà ce grand party des huguenots, eust eu beaucoup plus de créance que M. l'amiral n'eust. Ce pauvre prince aimait sa patrie et avoit pitié du peuple... Je l'ai cogneu toujours fort débonnaire : la jalousie de la grandeur d'autruy l'a perdu ; cependant il est mort au combat, soustenant

une mauvaise querelle devant Dieu et les hommes : c'était dommage car s'il eust été employé ailleurs, il pouvoit servir à la France. »

Revenons maintenant aux faits de cette déplorable guerre civile que la mort de Condé ne parvint pas à arrêter.

Coligny rallia les restes de l'armée calviniste, dont le Béarnais fut proclamé généralissime. Les affaires des huguenots se rétablirent en peu de temps. Le vainqueur de Jarnac échoua dans les trois sièges de Cognac, d'Angoulême et de Saint-Jean d'Angély; 13,000 Allemands parcoururent et pillèrent la France de l'est à l'ouest, sans rencontrer d'obstacles. Ils avaient à leur tête le célèbre Guillaume de Nassau, dont les descendants devaient un jour occuper le trône d'Angleterre. A l'arrivée de ces troupes, Coligny reprit l'offensive, et, vainqueur près de la Roche-Abeille d'une armée italienne, venue au secours des catholiques (1), il alla investir Poitiers. Mais cette ville était défendue par le comte de Lude et Henri de Guise : la résistance du jeune duc et l'approche de Monsieur forcèrent l'amiral à la retraite. En même temps les catholiques reprirent la Charité.

Dans le Béarn, leurs armes prospérèrent moins. Terride, vaillant capitaine que le roi leur avait envoyé, commença par soumettre tout le pays, à l'exception de Navarreins, dont il résolut de faire le siège. L'amiral envoya des secours aux huguenots par Montgomery; et Terride, réfugié dans Orthez, y fut forcé;

(1) Elle avait été envoyée par le pape Pie V, sous les ordres du comte de Santa-Fiore. (M. de Falloux, *Hist. du Pape saint Pie V.* t. 1^{er}, p. 218-221.)

les huguenots violèrent la capitulation, et Montgomery fit égorger les gentilshommes pris dans le château. Le Béarn resta en proie aux calvinistes, et après trois siècles, le souvenir de leurs fureurs est resté profond dans l'esprit du peuple. Le maréchal de Damville et Montluc parurent à leur tour; mais leur action fut sans unité. Maîtres de Mont-de-Marsan, ils pouvaient de là accabler Montgomery; leur mésintelligence le sauva et les armes protestantes dominèrent jusqu'à Condom (1).

Un autre souvenir non moins sanglant appartient à cette époque : c'est celui des deux Michelades, massacres nocturnes exécutés par les calvinistes (1567 et 1569) à Nîmes, où l'on montre encore le puits de l'évêché, qui fut comblé des corps mutilés de deux cents catholiques.

La cour s'épouvanta de ces horreurs, et le système de modération politique conduisit par degrés, comme il arrive trop souvent, à des choses extrêmes. Le Parlement, à la requête de Gilles Bourdin, procureur général, condamna à mort l'amiral de Coligny, comme félon, rebelle et criminel de lèse-majesté; sa tête fut mise au prix de 50 000 écus d'or. Montgomery et le vidame de Chartres furent frappés d'un arrêt semblable, l'un pour ses cruautés dans le Béarn, l'autre pour les intrigues auxquelles il s'était livré en Angleterre, à l'effet d'en obtenir des secours. L'effigie des trois condamnés fut exposée en place de Grève; l'arrêt fut publié en France et répandu ensuite dans toute l'Europe. La charge d'amiral fut donnée au marquis de Villars.

(1) L'ABBÉ MURY : *Histoire de France*.

Affaibli par des pertes récentes, Coligny cherchait à éviter un engagement général. Mais les reîtres, qui, depuis quelques mois, ne touchaient plus de solde, entraînent l'armée au combat. En moins d'une heure, les protestants perdirent huit mille hommes dans la plaine de Moncontour, tandis que les catholiques n'eurent à pleurer que cinq mille des leurs.

Coligny reçut une blessure assez grave; néanmoins il rassembla les restes de son armée et gagna la Gascogne. Les hostilités continuèrent encore quelque temps. Les protestants, malgré les défaites, n'étaient point abattus, et la cour se lassait d'une guerre interminable. A force de prudence et d'activité, l'amiral eut bientôt réparé ses pertes. Toutefois il était las de la guerre civile. Charles IX désirait aussi la paix, et Catherine de Médicis désespérait de triompher, par la force, d'un général trop habile et d'un parti trop fécond en ressources.

De nouvelles négociations amenèrent la paix de Saint-Germain, basée sur les deux précédentes; les huguenots obtinrent quatre places de sûreté, pendant deux ans : la Rochelle, Moutauban, Cognac et Chartres. Le traité de Saint-Germain rendit quelques instants de calme; mais les ressentiments étaient restés vivaces au fond des cœurs.

« La paix de 1570 est un des résultats de cette politique de bascule et de compromis qu'affectionnait particulièrement la reine mère. Les deux partis épuisés y consentirent facilement, sauf les catholiques exaltés qui, en voyant les avantages considérables accordés aux protestants vaincus, se crurent trahis par la cour et ne se gênaient pas de le dire tout haut. Charles IX trouva là un moyen de mettre fin aux succès militaires

de son frère le duc d'Anjou, dont, avec son esprit ombrageux, il commençait à être singulièrement jaloux. Le mariage de famille, conclu dix-huit mois plus tard, est la suite de cet essai de réconciliation qui, pour le dire en passant, déplaisait tellement au Pape, qu'il ne voulut jamais consentir à donner la dispense, pour cause de différence de religion, nécessaire à cette union, — preuve manifeste que la cour de Rome ne jugeait pas le gouvernement français très disposé à se faire, par tous les moyens, le défenseur des intérêts catholiques (1). »

La paix était à peine publiée, que la cour se plongea dans les fêtes : plusieurs mariages en furent le prétexte, et l'on en profita pour réunir les familles rivales. Le roi épousa, en octobre, Elisabeth d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien II. Le duc de Guise prit pour femme Catherine de Clèves, et la sœur du duc fut mariée à Louis de Bourbon, duc de Montpensier.

Avec la troisième guerre civile, disparaissaient, outre le prince de Condé, deux personnages dont l'influence avait été grande sur leur siècle : le connétable de Montmorency et le chancelier l'Hôpital.

« Personne ne représenta mieux que le célèbre chancelier la conscience incertaine de la magistrature, au début de la Réforme, ses vues favorables aux novateurs, et ne se prêta avec une plus docile complaisance à toutes les dissimulations de Catherine de Médicis. Pourquoi, de cet homme à physionomie flottante, a-t-on fait un type d'austère intégrité ? Comment, malgré sa partialité déclarée pour les hérétiques, l'a-t-on élevé

(1) Article de M. Baguenault de Puchesse, dans la *Revue des Questions historiques*, du 1^{er} janvier 1880.

à la dignité d'exemple d'impartialité et de modération? Par quelle aberration, en un mot, transformer en grand homme d'État le ministre sans initiative, mais souple et accommodant de cette politique à double et triple entente qui précipita la France dans une véritable anarchie, qui, aussi dangereuse dans ses attermoissements que dans ses décisions, devait fatalement aboutir à la Saint-Barthélemy et qui eût amené, sans la Ligue, la ruine du catholicisme dans notre pays? Ce n'est pas aux peuples révolutionnés, comme nous le sommes depuis soixante-dix ans, qu'il est besoin d'expliquer ces inexplicables apothéoses? A quelle médiocrité les révolutions ont-elles marchandé un piédestal?

« Les éloges de l'Hôpital ont commencé à poindre dans les plus violents pamphlets qui aient été fabriqués contre l'Eglise. Pourtant Théodore de Bèze, assez bon railleur, qui pénétrait l'inconstance morale du chancelier, le fit peindre avec un flambeau par derrière, signifiant ainsi que ce modèle de probité ne regarda jamais la vérité en face.

« Si les erreurs qui troublaient cette intelligence se font jour à chaque fois que la prudence le permet et dans la mesure juste où elle le permet; si, dans une de ses harangues au colloque de Poissy, il s'évertue à prouver que les doctrines réformées ne sont pas hérétiques; s'il s'accommoda, autant qu'il le put sans se compromettre, aux mesures souhaitées par le parti huguenot, il ne sortit jamais de ce tempérament honnête et modéré qui se plie aux circonstances et sert trois ou quatre doctrines à la fois.

« En somme, l'Hôpital, distingué comme jurisconsulte, magistrat appliqué aux devoirs de sa charge,

ayant dans ses mœurs et sa tenue la dignité des juges de son temps, borné dans ses désirs sans négliger le soin de sa fortune, fut un ministre sans hauteur de vues, déplorablement faible et indécis, hostile à l'Église plus d'intention que de fait, et n'ayant su qu'exaspérer le sentiment national catholique en affectant une indifférence que son époque ne professait pas (1). »

Sans charger davantage la mémoire de l'Hôpital, on peut ajouter que l'opinion générale de son temps était que, s'il n'osait professer ouvertement l'hérésie, il y était du moins secrètement attaché.

« J'ai ouy de ce temps, dit Brantôme, faire comparaison de lui et de Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, le plus grand aussi qui fut en ce pays, fors que l'un était catholique et l'autre le tenait-on huguenot, encore qu'il allât à la messe; mais on disait à la cour : *Dieu nous garde de la messe de M. de l'Hospital*. Enfin, quoiqu'il creust, c'estoit un très grand personnage en tout, et un très grand homme de bien et d'honneur. »

« On voit ce que valait cette tolérance dont ses panégyriques lui ont fait tant d'honneur; il était tolérant parce qu'il était complice. Ne pourrait-on pas en dire autant de beaucoup d'autres (2)? »

(1) E.-A. SEGRETAIN : *Sixte-Quint et Henri IV*, p. 64, etc.

(2) DE CHALAMBERT, *Histoire de la Ligue*, t. I^{er}, p. 69.
